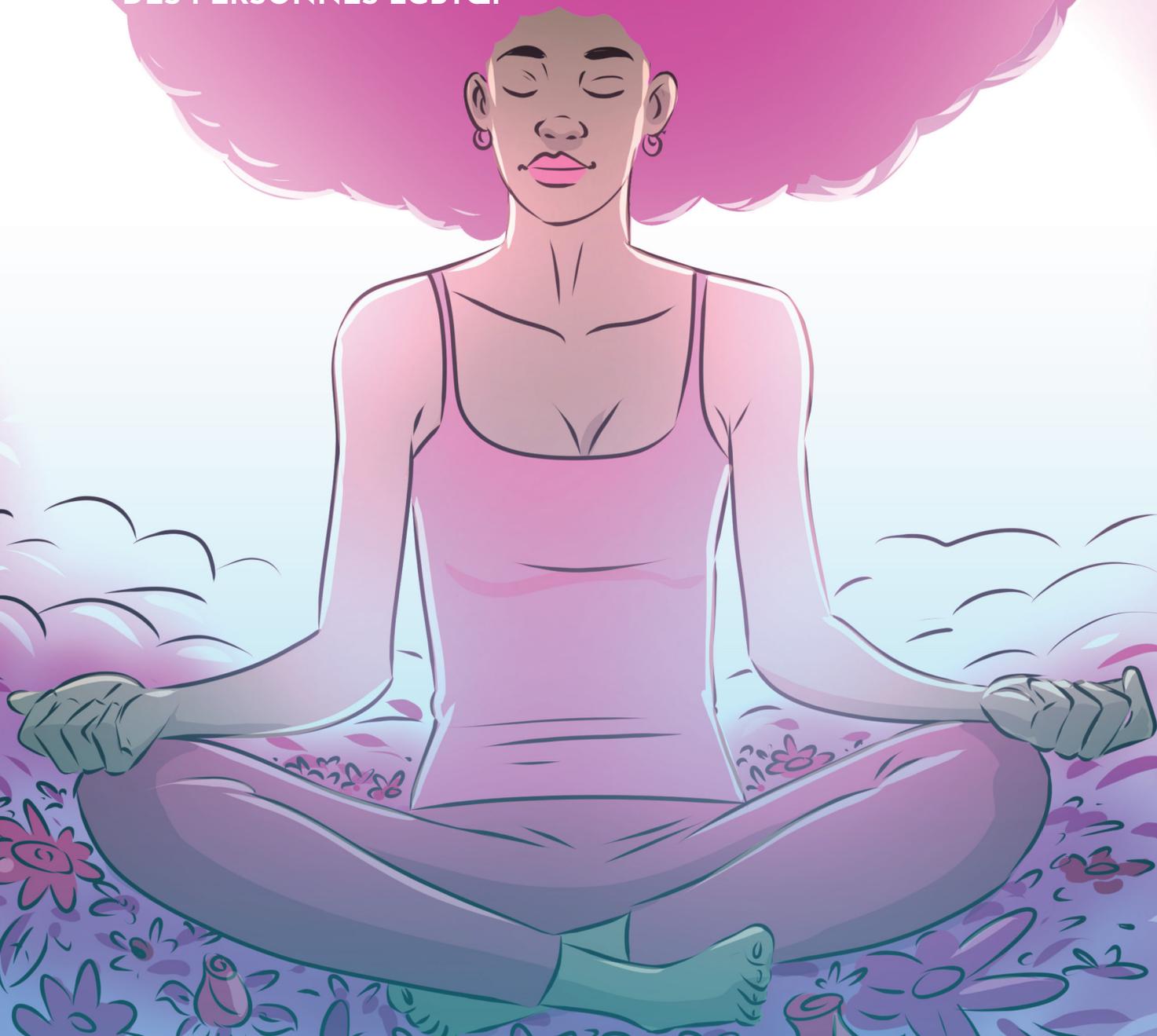


GUIDE

D'INTÉGRATION TRANSVERSALE
ET SPÉCIFIQUE DE LA SANTÉ MENTALE ET DU BIEN-ÊTRE DES
ACTIVISTES DANS LES PROGRAMMES DE DÉFENSE DES DROITS
DES PERSONNES LGBTQI



Mars 2024

POUR MOI, POUR LES AUTRES

Ce guide a été réalisé par EGIDES en collaboration avec la CCAP et MOLI dans le cadre du projet Pour Moi, Pour les autres.

Citation suggérée

Joachim NTETMEN, Guide d'intégration transversale et spécifique de la santé mentale et du bien-être des activistes dans les programmes de défense des personnes LGBTQI (2024), Égides - Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités.



À PROPOS DE CE GUIDE

Ce guide a été produit dans le cadre du projet « Pour Moi, Pour les Autres » (PMPA). Ce projet vise à améliorer la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI francophones en Afrique centrale et de l'Est. Ce projet a débuté en novembre 2021 et a pris fin en mars 2024. Ce projet est porté par Égides, la CCAP (Chambre camerounaise des acteurs de psychologie) et MOLI.

Les partenaires du projet

Égides est une alliance internationale de plus de 160 membres - organisations de la société civile - dans 31 pays et territoires de la francophonie mondiale, dont 9 organisations des Caraïbes et 32 d'Afrique centrale et de l'Est. Égides et ses membres travaillent à faciliter la rencontre et la mobilisation internationale des organisations et activistes LGBTQI francophones, à assurer leur accès à des ressources techniques en français pour le renforcement de leurs capacités et de leurs actions, et à favoriser la disponibilité de financements accessibles et adaptés aux enjeux, besoins et priorités des communautés LGBTQI dans les espaces francophones.

La CCAP (Cameroun) travaille à promouvoir la santé mentale de l'ensemble des communautés LGBTQI, et développe des programmes spécifiques visant les groupes le plus marginalisés dans son contexte, notamment les personnes trans et les jeunes. La CCAP compte sur une expérience régionale et internationale de participation à des groupes de réflexion et plateformes diverses.

MOLI (Burundi) travaille sur le renforcement des organisations communautaires locales dans la région de l'Afrique centrale afin de créer des sociétés plus inclusives en Afrique. MOLI compte sur une expérience régionale et internationale de plaidoyer, de recherche, de création de connaissances et de renforcement des capacités.

Le projet « Pour Moi, Pour les Autres » est possible grâce au soutien du Fonds Agir Ensemble pour l'Inclusion, qui est financé par le gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires Mondiales Canada et est géré par Equitas en partenariat avec le Réseau Dignité Canada.





Remerciements

Ce document a été rédigé par Joachim NTETMEN et a été révisé par Anjeelee Kaur Beegun (Égides). Ce document a été mis en page par Patrice Mballa Asse

Nous tenons à remercier les personnes suivantes qui ont participé à la création et la révision de ce rapport:

Claire Gheerbrant (COC Nederland) ; Emmanuel Cook et Stanislas MOMESSIN (Coalition Plus), Pierre Mezama MINKA (CCAP), GDI (MOLI), Bruno Laprade (Égides), Marion Couturier (Égides) ainsi que les activistes et bailleurs de fonds qui nous ont consacré leur temps pour répondre aux questionnaires et pour participer aux différents focus groupes.

Le projet « Pour Moi, Pour les Autres » est possible grâce au soutien du Fonds Agir Ensemble pour l'Inclusion, qui est financé par le gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires Mondiales Canada et est géré par Equitas en partenariat avec le Réseau Dignité Canada.

Canada

equitas



**DIGNITY
NETWORK
CANADA** **RÉSEAU
DIGNITÉ
CANADA**



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	6
Recommandation 1 : La prise en compte de la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI dans la vision des bailleurs de fonds	10
Recommandation 2 : La mise sur pied d'un programme à part entière dédiée à la santé mentale des personnes LGBTQI, incluant les activistes	12
Recommandation 3 : La multiplication des financements en direction des activistes LGBTQI, notamment pour ce qui est de leur santé mentale	15
Recommandation 4 : La contribution à l'amélioration des conditions de travail des activistes LGBTQI	18
Recommandation 5 : La reconnaissance de l'impact des modalités de financement sur la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI	19
Recommandation 6 : Le renforcement de l'appui technique à l'amélioration de la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI	22
Recommandation 7 : La contribution aux initiatives visant à la reconnaissance, la protection et l'efficacité des activistes LGBTQI	26
Bibliographie	28



INTRODUCTION

Depuis novembre 2021, Égides, CCAP et MOLI ont mis en place le projet « Pour Moi, Pour les Autres », qui vise à améliorer la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI francophones en Afrique centrale et de l'Est, plus précisément au Cameroun (CCAP), Burundi (MOLI) et en République Démocratique du Congo (MOLI).

Les objectifs spécifiques du projet sont:

- De documenter et visibiliser les besoins en santé mentale et bien-être des activistes LGBTQI francophones;
- De renforcer les capacités et améliorer les pratiques et services de santé mentale et de bien-être pour les activistes en première ligne des mouvements et de créer une pratique d'entraide et de bienveillance entre activistes LGBTQI au niveau régional et international,
- De développer un plaidoyer envers les bailleurs et organismes internationaux pour l'intégration de la santé mentale comme axe transversal aux programmes de développement.

Afin de construire ce projet, une consultation étendue incluant une enquête en ligne de 23 questions a été menée avec des activistes francophones - dont 73% venant d'Afrique et des Caraïbes - et 4 groupes de discussion avec les sociétés civiles locales, en ligne et en personne, réunissant 61 activistes des Caraïbes, d'Afrique du Nord, d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale et de l'Est. Ce processus collaboratif a permis d'identifier l'hypothèse sous-jacente de l'initiative, à savoir que les activistes LGBTQI, font face à des enjeux de santé mentale et de bien-être spécifiques à leur engagement militant.

Ainsi, afin de répondre à ces besoins, le projet a inclus des recherches régionales pour collecter des données sur la santé mentale et le bien-être des activistes en Afrique centrale et de l'est ainsi que les ressources disponibles. En outre, dans le cadre du projet, diverses séances de formation et de sensibilisation ont été menées au Cameroun, Burundi et en République Démocratique du Congo afin de mieux outiller les activistes et leurs organisations dans la prise en compte de leur santé mentale et leur bien-être. Des séances d'accompagnement psychologique ont aussi été mises en place au Burundi et au Cameroun dans le cadre du projet. En janvier 2024, une première édition de l'Oasis PMPA a eu lieu, une rencontre en présentielle de trois jours avec des activistes de l'Afrique centrale et de l'Est, où l'emphase a été mise sur le repos, le bien-être et la santé mentale des activistes. Enfin, afin d'accompagner la prise en compte de la santé mentale et le bien-être des activistes, le projet a prévu l'élaboration de deux guides, un à destination des activistes et l'autre à destination des bailleurs de fonds.



C'est dans cette dernière perspective que s'inscrit l'élaboration de ce présent guide pour impulser l'action des bailleurs de fonds désireux d'intégrer la santé mentale des activistes LGBTQI+ dans les programmes qu'ils financent.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Selon l'OMS, la santé mentale ne se définit pas seulement par l'absence de trouble mental. Elle correspond à un état de bien-être mental qui nous permet d'affronter les difficultés de la vie, de réaliser notre potentiel, de bien travailler, et de contribuer à la vie de la communauté (OMS, 2021).

Le milieu militant LGBTQI est rempli de risques et de défis, ce qui pourrait compromettre à la longue le bien-être et la santé mentale des activistes LGBTQI. Ceci se passe en même temps dans un contexte où l'intégration de la santé mentale reste très insuffisante, tant pour les populations cibles de différents projets que pour les activistes. Ces personnes se retrouvent ainsi parmi les moins bien outillées pour prendre soin d'elles-mêmes et de leurs pairs, et parmi celles ayant un accès le plus limité à des services adaptés à leur situation particulière. Iels sont pourtant souvent appelé.e.s à développer des services de plus en plus variés en direction des personnes LGBTQI. Se trouvant en première ligne du combat pour les droits de leurs pairs, les activistes LGBTQI prennent d'énormes risques, subissant iels-mêmes des violences et discriminations, et sont même parfois menacé.e.s de mort ou effectivement assassiné.e.s (Plateform UNITY, 2021). Iels ont tendance à faire passer le soutien à apporter aux autres avant leur propre santé, y compris leur santé mentale. Iels travaillent souvent sans compter, avec des ressources limitées, sans une structuration qui leur permet d'optimiser leur rendement ou de garantir leur bien-être.

La négligence des besoins en santé mentale des activistes LGBTQI, combinée aux importants défis de sécurité, crée un niveau élevé de stress. Citons entre autres la fatigue psychologique du militantisme, la résonance des traumatismes vécus au contact des communautés, les enjeux de survie des organisations de la société civile, et les incertitudes individuelles quant à leur futur personnel, au niveau social comme financier. Ces conséquences collectives constituent une menace constante sur la continuité et la durabilité des mouvements LGBTQI. En effet, le manque crucial de soutien, les mécanismes individuels d'adaptation néfastes, l'absence de valorisation de leur engagement découragent les activistes à poursuivre leur militantisme et dissuadent d'autres personnes à s'engager. Il s'agit d'un problème crucial dans un contexte de réduction de l'espace civique en général dans de nombreux pays, et en particulier les pays francophones qui souffrent d'un manque significatif de ressources techniques et financières pour mener leur lutte.

Les bailleurs de fonds ont un rôle important à jouer si on espère accroître les ressources et techniques mises à disposition des activistes afin de poursuivre leurs luttes tout en ayant leur santé mentale et leur bien-être au cœur des considérations.



METHODOLOGIE

L'élaboration de ce guide est l'aboutissement d'une démarche de collecte de données visant à faire écho des besoins et inspirations des activistes LGBTQI, mais également des bailleurs de fonds.

Dans une première étape, nous avons parcouru les études et rapports relatives à la santé mentale des activistes LGBTQI. Nous avons aussi passé en revue les politiques de financement des bailleurs de fonds qui financent la communauté LGBTQI. Cette étape a permis d'aboutir à une analyse comparative et documentée des politiques en matière de développement des principaux bailleurs internationaux et des besoins exprimés par les activistes LGBTQI pour la prise en compte de leur santé mentale et de leur bien-être.

Dans une seconde étape, nous avons collecté des données quantitatives à travers deux questionnaires, l'un adressé aux bailleurs de fonds et l'autre adressé aux activistes. Les sujets évoqués dans les questionnaires incluaient l'état des lieux de la santé mentale des activistes au sein des organisations, ainsi que les pistes d'amélioration dans les politiques des bailleurs de fonds.

Après l'analyse des données issues des questionnaires, nous avons tenu des Focus Groups, au cours desquels des données qualitatives ont été collectées, afin de compléter les données quantitatives des questionnaires. Nous avons organisé 7 Focus Groups au total dans 5 pays (Cameroun, Burundi, Rwanda, RDC et Congo) en directions de 45 activistes LGBTQI. Les Focus Groups du Cameroun ont eu lieu en présentiel et les autres en ligne. Chaque Focus group avait entre 6 et 8 activistes.

L'analyse des données des questionnaires ainsi que des Focus groups, a permis enfin d'élaborer une version préliminaire de ce guide. Cette première version a été soumise à quelques bailleurs de fonds et parties prenantes, pour commentaires, en vue de tester et améliorer le guide. Une fois les commentaires et retours intégrés, la dernière étape a été la validation du guide avec Égides.

RAISON D'ÊTRE ET PORTÉE DU GUIDE

Les études sur les besoins en santé mentale des activistes LGBTQI, ont mis en lumière une situation souvent problématique concernant ces militant.e.s. Si c'est assez facile en tant qu'activiste d'être conscient.e de cette situation, cela pourrait être moins évident pour les bailleurs de fonds.

Ainsi, à travers ce guide, nous espérons parvenir à :

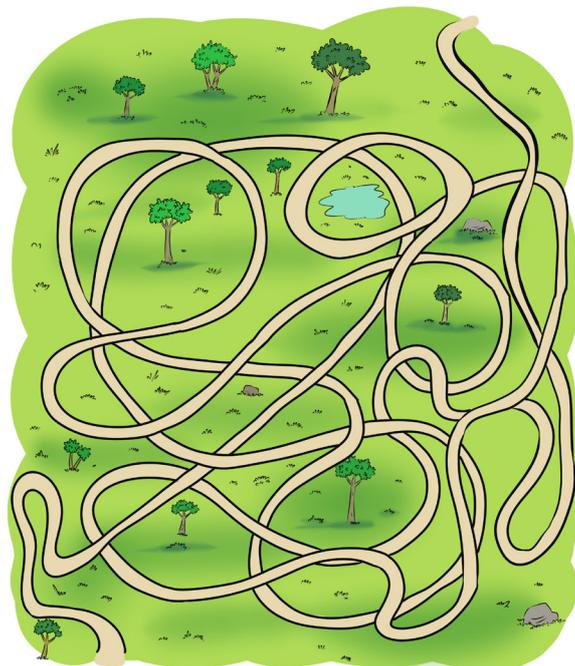
1. Inspirer les bailleurs de fonds sur les façons de contribuer à l'amélioration de la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI dans le cadre de leurs financements;
2. Soutenir la volonté de certains bailleurs de fonds de mieux prendre en compte la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI et les accompagner dans cette intention en fournissant des propositions d'action à entreprendre en ce sens;
3. Suggérer de façon concrète aux bailleurs de fonds comment la prise en compte de la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI est en complet alignement avec leurs valeurs et leurs missions ;
4. Créer les bases d'un dialogue entre les organisations LGBTQI et les bailleurs de fonds pour une meilleure prise en compte de la santé mentale et le bien-être des activistes dans les programmes de défense des droits des personnes LGBTQI.

Réalisé particulièrement pour le contexte de l'Afrique Centrale et de l'Est (Cameroun, République Démocratique du Congo, Burundi et Rwanda), nous espérons que ce guide puisse cependant avoir une audience plus large

STRUCTURE DU GUIDE

Ce guide comporte sept (7) recommandations clés. Chacune des recommandations est suivie de suggestions concrètes en vue de leur application.

Les recommandations sont indépendantes les unes des autres, même si certaines peuvent parfois traiter des mêmes problématiques. En outre, ces recommandations sont le fruit d'une réflexion qui est en constante évolution et, à ce titre, ne sont pas exhaustives.





Recommandation 1

La prise en compte de la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI dans la vision des bailleurs de fonds

Chaque bailleur s'inscrit dans une vision, autrement dit, un idéal qui fonde sa mission, ses politiques et ses activités. Cette vision est souvent stable, car elle englobe un domaine plus ou moins vaste. De cette façon, plusieurs programmes différents peuvent y contribuer sans la changer.

Une des visions partagées par plusieurs bailleurs de fonds consiste en une société pleinement inclusive des personnes LGBTQI, où elles peuvent vivre en sécurité, sont épanouies et acceptées. Elles ne sont ni stigmatisées ni discriminées, sont épargnées de la violence et ont accès au bien-être, y compris la santé mentale. Quand on évoque la santé mentale des personnes LGBTQI, on ne saurait mettre de côté celle des activistes qui travaillent avec elles.

Une autre vision est celle de l'égalité : l'égalité de sexes, l'égalité citoyenne. Les bailleurs de fonds ayant cette vision d'égalité mettent souvent en place des programmes pour assurer le bien-être des personnes indépendamment de leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Dans cette perspective, il serait souhaitable que les bailleurs de fonds puissent aussi inclure dans cette vision la santé mentale des activistes qui sont derrière cette lutte pour l'égalité, et notamment les activistes qui travaillent avec les personnes issues de la diversité sexuelle et de genre.

Plusieurs bailleurs de fonds, en particulier les bailleurs de fonds gouvernementaux, mettent en avant les concepts de gouvernance, démocratie et droits humains. Ces gouvernements incluent ensuite les financements à l'endroit des LGBTQI dans leurs programmes, soit à leur demande soit à la demande des organisations qui postulent à ces fonds. Les financeurs des programmes de défense des droits humains, sont conscients des risques qui vont avec les programmes de défense des droits humains. Pour cette raison, les bailleurs ont tendance à être regardants sur la sécurité de leurs bénéficiaires.

Souvent dans les programmes de lutte pour les droits humains, la documentation et la prise en charge des violences et violations des droits des LGBTQI prend de plus en plus de place et ont donné lieu déjà à une dizaine de rapports annuels au Cameroun par exemple. Très souvent les Défenseurs des droits humains ne sont pas ciblés par ces programmes de façon explicite, et ne figurent pas de façon particulière dans ces rapports. Certes les violences dont les activistes sont victimes sont documentées, mais les données collectées sont souvent noyées dans celles des autres victimes, plutôt que d'être ventilées de façon à rendre visible les violences subies par les activistes.



La lutte contre le VIH une sous-thématique très importante pour les fonds à destination des personnes LGBTQI, soit 18% des financements pour le monde francophone (GPP et EGIDES, 2023). Certains bailleurs ciblent les personnes LGBTQI vivant avec le VIH. Pour la plupart cependant, il est surtout question de mettre un accent sur les populations clés, y compris les hommes ayant des rapports avec d'autres hommes (HSH), ou les personnes transgenres.

Plusieurs organisations, y compris en milieu francophone, et aussi les bailleurs, ont souvent intégré des programmes de bien-être des personnels travaillant au sein des organisations de lutte contre le VIH. On peut citer par exemple le concept COPE (Client-Oriented, Patient-efficient). Cette approche permet de placer le client au centre des prestations de soins de santé, tout en tenant en compte du personnel en charge. De cette façon, les besoins des clients et du personnel sont comblés (Bradley, 1998). Certaines organisations LGBTQI interrogées ont déclaré avoir été formées à ce concept par Care Cameroun, qui fut l'un de leurs bailleurs de fonds dans le cadre des programmes liés au VIH.

Un nombre important de bailleurs de fonds cible les femmes et les mouvements féministes, en y incluant les femmes LBO (lesbiennes, bisexuelles, queer). La santé mentale, en tant que composante du bien-être, se situe de façon implicite dans le prolongement de la vision de lutte contre l'oppression, d'autonomisation et de résilience.

Au-delà de cette considération, la santé mentale a été mentionnée de façon explicite chez deux importants bailleurs : FRIDA qui a élaboré un « Manifeste du bonheur » (FRIDA) à destination des activistes féministes, pour les aider à prendre soin de leur santé mentale. Parmi les suggestions qui figurent dans le manifeste, il y a des mesures en lien avec la gestion des ressources humaines, tel que par exemple la semaine de quatre jours et l'invitation à l'équipe de valoriser leur santé mentale.

D'un autre côté Astrea a élaboré le concept de « Healing Justice » ou « Justice curative ». Ce terme a été utilisé pour identifier les réponses holistiques possibles face aux traumatismes et aux violences générationnelles. Le cadre de justice de guérison met en avant les pratiques de résilience et de survie qui sont centrées sur la sécurité collective et le bien-être émotionnel, physique, spirituel, environnemental et mental des communautés. Ces pratiques abordent les impacts de la violence et des traumatismes, y compris la violence interpersonnelle, systémique et générationnelle, et favorisent la sécurité, et le bien-être collectifs. Lorsqu'elles sont intégrées aux stratégies de mouvement, ces pratiques aident, tant les activistes et les communautés, à prendre soin les un.e.s des autres pour une survie à long terme (ASTREA).

Avec cette approche, les bailleurs sont invités à chercher à comprendre ce qui semble problématique dans leur travail avec leur partenaire, ce qui est urgent et pourquoi, et à être plus attentifs à l'impact de leur sentiment d'inquiétude sur leurs partenaires. Les bailleurs devraient être capables d'évaluer et de modifier leur sentiment d'urgence à tous les niveaux d'octroi de subventions, y compris la gestion et les opérations des



subventions ainsi que les programmes. La flexibilité des bailleurs a d'ailleurs été citée par les organisations comme une bonne pratique à promouvoir et à généraliser.

Les bailleurs de fonds qui financent des programmes ciblant les communautés LGBTQI ont donc une vision orientée soit vers le bien-être de ces communautés, soit vers des valeurs corrélées : droits humains, accès à la santé et/ou à la justice équitable, égalité des sexes, paix et démocratie. Cette vision et ces valeurs nécessitent que les acteurs et les actrices qui y sont impliqués soient en bonne santé et résilient.e.s. Leur santé mentale devrait donc faire partie intégrante des programmes soutenus par les bailleurs, dans une approche holistique.

Par conséquent, les bailleurs de fonds désireux d'intégrer la santé mentale et le bien-être des activistes dans leur vision peuvent le faire notamment à travers les initiatives suivantes :

- Promouvoir la prise en compte de la santé mentale des activistes LGBTQI dans une logique d'impact des programmes qu'ils soutiennent;
- Alerter sur les conséquences qu'un environnement hostile aux personnes LGBTQI peut avoir sur leur santé mentale, notamment les inégalités de genre et les violations des droits humains;
- Mettre en avant l'investissement sur le bien-être des activistes LGBTQI comme une contribution essentielle au changement;
- Valoriser leurs initiatives relatives à la santé mentale des activistes LGBTQI lors des conférences et rencontres sur des thématiques touchant aux personnes LGBTQI, ceci dans l'optique d'associer leur image à cette bonne pratique et d'inspirer d'autres bailleurs.



Recommandation 2

La mise sur pied d'un programme à part entière dédiée à la santé mentale des personnes LGBTQI, incluant les activistes.

Pour 94% des organisations LGBTQI interrogées dans le cadre de cette mission, la santé mentale est une activité intégrée dans d'autres programmes, notamment les programmes de VIH ou des programmes de lutte contre les violences. Seuls 6% d'organisations ont relevé que la santé mentale était un programme à part entière dans leur structure, et même là, il s'agissait d'un programme encore embryonnaire.

Dans l'étude sur les besoins des activistes en santé mentale (CCAP et EGIDES, 2022), l'intervention psychologique a été évoqué comme premier besoin, par 100% des personnes interrogées, pourtant dans la pratique juste un peu plus de la moitié, soit 59% en demandent. Les services de santé mentale pourraient être très peu adaptés aux besoins des activistes si ces services sont avant tout orientés vers d'autres programmes, ce qui pourrait justifier ce décalage.

Une autre étude menée au Cameroun (Alternatives-Cameroun, 2020) fait état du décalage entre les besoins en santé mentale du personnel, et l'absence de services adaptés à ces besoins. Cette étude avait enrôlé 40 personnels travaillant pour Alternatives-Cameroun, une organisation identitaire LGBTQI basée au Cameroun. C'était alors une première opération du genre, visant à évaluer l'état de santé physique et psychique du personnel, y compris en lien avec la Covid-19. L'étude intégrait des outils permettant de capter certains paramètres de santé, obtenus après une consultation chez des professionnels de santé : infirmiers, médecins, psychologues, assistants sociaux. Cette étude a permis d'identifier les problèmes de santé mentale chez bon nombre du personnel. Par exemple, 32 personnes sur 40 avaient au moins une dépression légère, et 14 une dépression sérieuse ou sévère, soit 35% du personnel. Aucune de ces personnes en revanche n'avaient consulté avant pour ces problèmes. La raison n'est pas seulement le faible niveau de prise de conscience de la santé mentale, mais surtout le fait que les services de santé mentale disponibles étaient souvent perçus comme étant destinés aux personnes vivant avec le VIH ou victimes de violences. Le personnel en besoin de services spécifiques pour sa santé mentale a donc du mal à trouver satisfaction dans un pareil contexte.



En l'absence des services de santé mentale, les activistes se tournent souvent vers des stratégies de résilience alternatives telles que, les rapports sexuels, la danse, le sport ou le yoga, afin de trouver un exutoire (CCAP et EGIDES, 2022). Cet état des choses est confirmé par le rapport UBUZIMA, qui vise à évaluer la santé mentale des femmes activistes LBO au Rwanda (Iribagiza, 2020). Selon ce rapport, la plupart des activistes s'auto-administrent des soins personnels à travers des activités sociales, l'isolement, l'introspection, le journal intime ou la prise de substances, allant jusqu'à la consommation de produits stupéfiants.

Le fait de ne pas avoir un programme spécifique de santé mentale limite celle-ci à une infime composante des programmes de lutte contre le VIH ou de prise en charge des violences basées sur le genre (VBG). Par conséquent, il manque de ressources spécifiquement dédiées pour améliorer la santé mentale des activistes LGBTQI. Les bailleurs de fond, selon le sondage, reconnaissent l'importance des programmes de santé mentale et accroissent l'investissement nécessaire pour les développer. Les bailleurs de fonds peuvent contribuer à développer les programmes de santé mentale pour les activistes LGBTQI à travers les initiatives suivantes :

- Octroyer plus de financements aux services d'offre de santé mentale pour les personnes LGBTQI, y compris les activistes;
- Envisager des appels à projets pour le renforcement des programmes spécifiques de santé mentale dans les organisations LGBTQI;
- Fournir des appuis techniques pour renforcer les capacités du personnel en charge des services de santé mentale et la structuration de ces services ;
- Soutenir la recherche sur la santé mentale des personnes LGBTQI, y compris des activistes;
- Promouvoir la création des centres spécialisés en santé mentale pour les personnes LGBTQI, y compris les activistes.



Recommandation 3

La multiplication des financements en direction des activistes LGBTQI, notamment pour ce qui est de leur santé mentale.

Couvrir les besoins en santé mentale des activistes demande avant tout un investissement accru sur ces activistes. Ceci représente un réel défi au vu de l'insuffisance des ressources financières pouvant permettre d'absorber ces besoins. Dans les pays francophones, les financements vers les organisations LGBTQI sont en moyenne à hauteur de 27 175\$ contre 46 000\$ en moyenne dans les pays anglophones. L'enveloppe globale des projets en direction des personnes LGBTQI dans les pays francophones représente juste 1% des fonds globaux (GPP et EGIDES, 2023)

La conséquence serait que dans la pratique, quand bien même les activistes voudraient s'occuper de leur santé mentale, cette dernière aurait du mal à être mise en avant, surtout qu'on perçoit toujours la santé mentale en lien avec une certaine dépense.

Selon les données collectées dans les Focus Groups, seuls 2 organisations sur 29 ont déclaré avoir déjà eu un projet entièrement orienté vers les activistes. La raison en est que dans le principe, les projets sont destinés aux membres de la communauté en général, et non pas les activistes, qui, en tant que salariés, ne sauraient passer en priorité devant d'autres personnes plus précaires. Les activistes affirment par exemple : « tous les projets vont aux membres de la communauté »; « Nous faisons l'activisme social, on va vers les opprimés, les personnes stigmatisés ».

Cependant quelques organisations évoquent des projets qu'ils ont déjà obtenus, et orientés vers le bien-être des activistes. Comme sus-évoqué, un projet consistant en un fonds d'urgence a été mis sur pied par un collectif d'organisations LGBTQI au Cameroun, à savoir la Plateforme Unity. Au Rwanda, un consortium d'activistes appartenant en tout à cinq organisations (incluant Bright for future Organisation, MRA, ROCA, BBI) a un projet sur la structuration du mouvement LGBTQI, dans le cadre duquel par exemple, une retraite pour 34 activistes a été organisée.

L'abnégation des activistes se traduit par une tendance à oublier leur propre santé au profit de celle de leurs bénéficiaires. Dans la plupart des cas, les projets, visent les personnes LGBTQI et non les activistes Ceci tient au fait que les activistes se perçoivent comme privilégiés car moins précaires que les autres membres de la communauté. « *Les activistes ne se considèrent pas comme bénéficiaires. On ne s'y attarde pas. On s'oublie et on pense aux bénéficiaires. Ça pourrait ne pas peser dans les projets* ». Par ailleurs, ces activistes nourrissent la crainte que les bailleurs rejettent un projet où iels figureraient comme bénéficiaires : « *les bailleurs pourraient ne pas prendre cela en compte et prendre cela comme un abus, une arnaque, alors que les projets sont censés être orientés vers les bénéficiaires. Même si on sait que c'est possible d'intégrer la santé mentale, ce n'est pas si évident de faire confiance que les bailleurs l'acceptent* ».



De leur côté, 55% des bailleurs affirment n'avoir pas financé les projets destinés à la santé mentale des activistes parce que les organisations ne l'ont pas demandé. Donc, souvent, les activistes ne savent simplement pas ce que les bailleurs pourraient en penser, alors que ces bailleurs pourraient y être réceptifs.

Cependant, les financements liés à la santé mentale des activistes ne passent pas forcément par des projets dont ceux et celles-ci seraient les principaux bénéficiaires. Dans les autres projets touchant la communauté LGBTQI, la santé mentale des activistes peut être incluse. La plupart des organisations (58%) indiquent avoir déjà inclus la santé mentale des activités LGBTQI de façon explicite dans leurs projets. En revanche, lorsque ces lignes existent, elles s'avèrent insuffisantes dans 75% des cas. Certaines organisations ont affirmé que « les petits budgets ne permettent pas de tenir compte de la santé mentale ». Les organisations travaillant avec les personnes transgenres ont aussi indiqué que certaines activités en lien avec la santé mentale des personnes transgenres seraient trop coûteuses et feraient exploser les budgets. Par exemple pour des activités récréatives, il faut des mesures coûteuses liées à la sécurité.

S'il fallait intégrer davantage la santé mentale dans les financements, seuls 9% de bailleurs penseraient à financer des projets ayant pour objectif principal la santé mentale des activistes. Par ailleurs, 82% pensent pouvoir l'inclure dans les appels à projets, parmi lesquels 73% pensent l'inclure comme un axe transversal des projets, et 36% comme une nouvelle thématique à financer.



Souvent dans les demandes de financement, les bailleurs demandent de démontrer comment le projet sera assez inclusif pour toucher les couches les plus vulnérables. Rarement les activistes LGBTQI seront comptés parmi les couches vulnérables. Lors de la pandémie de la Covid-19, les personnels soignants qui étaient en première ligne de la lutte, étaient considérés comme vulnérables à la Covid-19, en raison de leur niveau d'exposition. S'il faut que les projets en lien avec la santé mentale touchent les personnes les plus vulnérables dans ce sens, les activistes devraient y être inclus.e.s, car il est déjà démontré que les activistes LGBTQI sont particulièrement vulnérables au burnout par exemple (Amnesty International, 2020). Dans le même temps, lorsqu'un projet de santé mentale est développé, pour qu'il soit efficace, les activistes eux-mêmes doivent s'occuper d'abord de leur propre santé mentale. Par exemple, selon les données de notre étude, l'organisation Colibri basé à Bafoussam au Cameroun, affirme avoir intégré la santé mentale des activistes dans un projet consistant à animer une ligne verte. Après avoir constaté qu'à force de recevoir un nombre trop important de coups de fils et autant de problèmes à gérer, les téléconseillers se trouvaient en risque de burnout, l'organisation a discuté avec le bailleur de fonds au sujet de la prévention du burn-out du personnel dans le projet, et a fini par implémenter des activités dans ce sens.

Les apports du financement pour l'amélioration de la santé mentale des activistes LGBTQI ont été abondamment mentionnés lors de notre enquête auprès des activistes. Ces financements aident notamment à faciliter des collectes des données de la situation des activistes LGBTQI, avoir un accès gratuit aux services des professionnels de santé mentale, avoir un programme de sensibilisation de santé mentale des activistes, mettre en place des politiques de la santé mentale, améliorer les relations professionnelles et restaurer la confiance en soi des activistes en leur donnant les outils efficaces afin de faire face ou gérer le stress quotidien lié à leur activisme.

Par conséquent les bailleurs de fonds peuvent accroître les ressources directement destinées aux activistes LGBTQI à travers ce qui suit :

- Multiplier les appels à projet destinés aux activistes LGBTQI, avec une emphase mise sur leurs besoins en santé mentale et bien-être;
- Inclure systématiquement les activistes LGBTQI parmi les bénéficiaires des projets en direction des personnes LGBTQI;
- Définir des lignes budgétaires destinées à organiser des activités en lien avec la santé mentale des activistes LGBTQI (retraites, ateliers, sport, soirées récréatives, art, etc.)
- Inclure dans les rapportages, des indicateurs de résultats relatif aux activistes, notamment pour ce qui est de la gestion des violences;
- Communiquer avec les activistes sur la possibilité d'inclure la santé mentale des activistes dans leurs projets.



Recommandation 4

La contribution à l'amélioration des conditions de travail des activistes LGBTQI

Les conditions pratiques de travail des activistes sont à mettre en lien avec la santé mentale. Déjà, l'étude sur les besoins en santé mentale (CCAP et EGIDES, 2022) place au premier rang les conditions de travail saines, avec des perspectives de carrière, ainsi qu'un investissement sur la santé mentale des activistes.

Les bailleurs dans la plupart des temps, indiquent quels types d'activité peuvent ou non être financés dans le cadre du projet. Souvent les dépenses prévues à l'endroit du personnel sont essentiellement les salaires. Les ressources additionnelles concernant le bien-être global des activistes LGBTQI ne sont pas prévus, notamment les assurances collectives, les fonds d'urgence, les congés, et autres avantages professionnels. La précarité économique est très souvent identifiée parmi les problèmes des personnes LGBTQI, en revanche, les financements qui visent le développement économique des activistes sont les moindres, tout en bas de la liste des priorités. C'est dur d'être activiste dans des conditions économiques précaires. Souvent certains postes sont très peu couverts par le budget. Étant donné que les financements LGBTQI francophones sont si réduits, les organisations ont des difficultés à trouver des fonds complémentaires pour compléter les salaires, les loyers, entre autres.

L'étude sur les besoins en santé mentale des activistes met en lumière la charge importante de travail que ces personnes subissent, comme le dirait un activiste au Burundi : « dans notre organisation, il y a peu de personnels par manque de ressources financières. Dans ce schéma, le peu de personnel est chargé de plusieurs responsabilités. Du coup nous sommes toujours dépassés et donc stressés. Lorsque vous augmentez à ceci les problèmes de nos vies quotidiennes vous pouvez facilement comprendre pourquoi notre santé mentale et bien-être sont affectés. » (CCAP et EGIDES, 2022). Lors des Focus Groups, les activistes de beaucoup de structures ont confirmé avoir souvent été en état de surmenage, accumulant sans compter des heures supplémentaires. Cette habitude répond souvent à l'idée que les activistes doivent être capables de réaliser beaucoup avec peu de ressources, et privilégier ses convictions, au détriment de son bien-être. Le bien-être des activistes nécessitera donc un investissement conséquent, ne serait-ce que l'appui technique nécessaire qu'il faudra par ailleurs inclure dans les dépenses à envisager.



Selon notre revue documentaire, certains bailleurs, à l'instar de Front Line AIDS, ISDAO ou Dignity For All, proposent des aides d'urgence aux activistes. Il y a un besoin constant d'offrir une porte de sortie aux activistes qui risquent leur vie et celle de leurs familles, ami.e.s, conjoint.e.s, etc., dans le cadre des projets. Malheureusement, ces fonds sont parfois soumis à des démarches administratives et des évaluations trop lourdes. Et puis la notion de «famille» dans la couverture de ces fonds d'urgence n'inclue pas la reconnaissance des familles homoparentales ou les couples de même sexe. C'est un aspect à intégrer dans la mise en œuvre des fonds d'urgence et la sécurité sociale du personnel en général.

Certains bailleurs lors de notre enquête disent laisser la responsabilité de la gestion des ressources humaines aux organisations concernées, sans ingérence. Tout en admettant que ces organisations ont leur rôle à jouer pour l'amélioration des conditions de travail des activistes, à travers une politique spécifique de gestion de ressources humaines, les bailleurs, de leur côté, peuvent accompagner la structuration de la gestion des ressources humaines des organisations qu'ils financent, et exiger des résultats dans ce domaine. Ceci peut se faire à travers les actions suivantes :

- Assurer un financement accru des ressources humaines;
- Financer les avantages sociaux (primes, congés, assurances, pension, entre autres);
- Développer des initiatives d'autonomisation économique (micro-crédits, activités génératrices de revenu, entreprise sociale, etc.);
- Favoriser le développement de politiques liés au bien-être des activistes (politique de genre, politique de santé mentale et de bien-être, politique de gestion des violences, politique anti-fraude, politique de ressources humaines);
- Choisir avec les organisations des indicateurs de résultat liés aux ressources humaines.



Recommandation 5

La reconnaissance de l'impact des modalités de financement sur la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI

A côté du montant de l'enveloppe, la plupart des financements sont sur un cycle de financement court. Souvent sur une année, rarement sur plusieurs années sans une nouvelle soumission. Cette politique, souvent tributaire du contexte de financement au niveau des bailleurs et de la pression des demandes, ne facilite pour autant pas la stabilité des organisations. Plusieurs projets souvent s'arrêtent et le personnel se retrouve difficilement avec un profil de carrière.

Si certains bailleurs de fonds peuvent offrir des fonds plus conséquents et qui sont pluriannuels, il y a néanmoins des contraintes. Les fonds sont souvent destinés aux organisations ayant de grandes capacités managériales. Par conséquent, les financements importants n'arrivent pas aux organisations identitaires LGBTQI, qui sont souvent peu structurées. Ou alors, les fonds partent vers d'autres structures qui ne sont pas des organisations identitaires LGBTQI qui vont ensuite redistribuer les fonds. C'est souvent le cas dans des programmes de lutte contre le VIH chez les populations clés.

La procédure de demande de fonds n'est pas toujours si simple. Parfois les barrières de langues vont s'imposer. Le rapport Global Resources Report Francophone, recommande à juste titre des appels à proposition en langue française. Parfois aussi c'est la demande de financement qui va être particulièrement complexe, y compris parfois pour des financements modestes et sur une durée limitée. Cette situation pourrait être anxiogène pour les activistes LGBTQI, qui ne sont pas toujours assez formé.e.s pour préparer les demandes de fonds.

Certains bailleurs accordent de l'importance à l'approche collective de rédaction des projets. C'est une démarche qui vise à garantir que les besoins de tout.e.s sont pris en compte. Ceci correspond aux besoins des activistes d'être impliqués dans les prises de décisions, pour le bien de leur santé mentale. Selon notre enquête, 15% des activistes ne savaient pas s'il existait ou pas des lignes budgétaires concernant la santé mentale du personnel de leurs organisations respectives, ou si leur santé mentale avait été intégrée dans les projets. Ceci pose la question d'une meilleure implication des activistes dans la préparation des projets.



Les bailleurs sont souvent intéressés de savoir comment le programme mis en œuvre avec le financement peut survivre au-delà du financement lui-même. La pérennisation des projets dépend de la pérennisation des ressources. C'est dans la mesure où cette pérennisation sera assurée que les organisations pourraient connaître une certaine stabilité. Il se trouve qu'investir dans la santé mentale pourrait peut-être assurer la pérennité des programmes, car il permet un meilleur équilibre des personnes qui assureront la continuité des actions à mettre en œuvre.

La visibilité du projet correspond à celle des bailleurs, mais aussi celles des partenaires de mise en œuvre. La communication sur les actions des organisations de mise en œuvre permet aux activistes d'être valorisés dans leurs réalisations, tout en prenant en compte leur sécurité et l'efficacité du discours devant la population, dans un contexte souvent hostile.

L'approche genre vise à réduire les obstacles d'accès aux services, qui sont liés aux normes de genre, et d'assurer l'égalité de toutes les personnes dans le cadre du projet, éventuellement à travers des approches différenciées. L'analyse genre du projet permet de voir comment le projet affecte différemment les personnes en fonction de leur situation particulière dans le spectre de la diversité sexuelle et des genres. Cette approche permet de définir comment garantir au tant que faire se peut un accès égal des bénéficiaires aux activités prévues. L'approche genre permet ainsi de ne laisser personne de côté, et devrait être prise en compte aussi dans la santé mentale des activistes. De cette façon, l'ensemble des activistes LGBTQI seraient pris.e.s en compte dans toute leur diversité, y compris par exemple les activistes transgenres, qui ont tendance à être moins pris.e.s en compte.

Environ 55% des bailleurs de fonds dans notre enquête ont opté pour une flexibilité dans la mise en œuvre des projets et de simplifier certaines procédures. Plusieurs contraintes accompagnent les demandes de financement, la mise en œuvre du projet, l'atteinte des résultats, la présentation des rapports et le décaissement des fonds. Ces contraintes peuvent exposer les activistes LGBTQI à un risque d'épuisement professionnel. Parmi les contraintes, la réactivité dans les décaissements de fonds est un défi plus grand encore. Le retard d'une personne sur la validation d'un dossier peut engendrer le retard dans les transferts des fonds. Cette situation, sans impact pour les salaires des bailleurs, entraînera néanmoins un retard de paiement des salaires pour l'organisme bénéficiaire. Si cette organisme n'a pas d'autres moyens pour couvrir les dépenses en attendant le virement, son travail peut être mis en péril, ce qui peut créer des situations de vulnérabilité au niveau des activistes.

Les bailleurs de fonds ont un intérêt à favoriser une relation et une communication de qualité avec leurs partenaires, dans le cadre des financements. Cette communication permet de garantir une meilleure gestion, et d'être constamment à l'écoute des besoins des activistes. Une communication de qualité permet de renseigner régulièrement les bailleurs de fonds sur le niveau de confort que les activistes ont avec les projets mis en œuvre et les ajustements qui pourraient être nécessaires.



Les bailleurs de fond peuvent limiter les impacts négatifs des modalités de financement sur la santé mentale et le bien-être des activistes en adoptant les mesures suivantes :

- Assurer une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre des projets;
- Assurer une plus grande durée des financements, ainsi que leur pérennisation;
- Simplifier les procédures de demande de fonds;
- Assurer un plus grand financement des frais de fonctionnement;
- Adapter la stratégie aux contextes variables;
- Simplifier les processus de rapportage et justification et en les rendant plus flexibles;
- Avoir une plus grande réactivité dans les décaissements des fonds;
- Renforcer la qualité de leur relation avec les activistes LGBTQI en tenant compte de leur santé mentale et leur bien-être;
- Établir des relations qui partent de la confiance et pas du contrôle;
- Sous-traiter des tâches de gestion financière et administrative, sans toutefois réduire l'autonomie des organisations;
- Privilégier une définition locale des indicateurs prioritaires des projets.



Recommandation 6

Le renforcement de l'appui technique à l'amélioration de la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI

Parmi les organisations enquêtées, 93% ont déjà eu à organiser des activités en lien avec la santé mentale des activistes et la plupart, soit 58%, indiquent avoir déjà inclus la santé mentale des activistes LGBTQI de façon explicite dans leurs projets. C'est dire que la thématique n'est pas si nouvelle pour les organisations.

Les interventions des spécialistes de la santé mentale sont sollicitées par 59% des activistes LGBTQI, tandis que 100% de ces activistes ont exprimé le besoin pour ce type de service. (CCAP et EGIDES, 2022). Il faudra tenir compte de ce décalage et le mettre en lien avec le manque de services psychologiques spécialisés. Pour tenter de combler cet écart, dans le cadre du projet PMPA, il y a eu la mise en place des séances d'accompagnement psychologique pour les activistes au Burundi et Cameroun. Certaines organisations prennent en charge les frais de consultation, pour que l'activiste puisse bénéficier de consultations gratuites. Dans le même temps, les activistes ont sans doute besoin de mieux comprendre la pertinence de s'occuper de leur santé mentale, et les prestataires dans ce domaine ont besoin d'être sans cesse à jour de leurs compétences.

Dans d'autres organisations, on note également la mise en place des groupes de parole pour les activistes ou des séances thérapeutique de groupe, incluant par exemple la réduction de stress, le team building ou des activités méditatives. Certains bailleurs de fond de leur côté, lors des enquêtes, évoquent ce type d'activités qu'ils mettent en œuvre pour le bien de leur personnel. Un transfert de compétences ou un partage d'expériences peut être utile à ce niveau, pour inspirer les organisations LGBTQI à améliorer la santé mentale de leur personnel à travers ce type d'initiative.



Deux organisations ont parlé d'évaluations formelle de la santé mentale des activistes LGBTQI : Alternatives-Cameroun au Cameroun et NDABAGA's sisters Organization au Rwanda, en collaboration avec CAL (Coalition of African Lesbians). Pour le cas d'Alternatives-Cameroun, il s'agissait d'une consultation systématique du personnel, lors de laquelle des tests psychologiques ont été réalisés : Burn out, Dépression et Anxiété. Des recommandations étaient ensuite proposées au personnel évalué (Alternatives-Cameroun, 2020). Dans un autre cas, il s'agissait de recenser les besoins en santé mentale des activistes au Rwanda, sous le lead d'Iribagiza (2020). Ce type d'initiative nécessite, pour être généralisé, un appui technique au niveau de la recherche communautaire et aussi au niveau des outils d'évaluation de la santé mentale. Par ailleurs, ces évaluations attendent encore d'être suivies de programmes visant à améliorer la santé mentale des activistes LGBTQI. D'où un besoin supplémentaire de compétence sur le plaidoyer fondé sur les évidences.

Les activités les plus courantes sont les activités de rencontres récréatives du personnel, pour se relaxer, « déstresser » et s'amuser en oubliant un tant soit peu le travail. Parmi ces activités, on peut citer des weekends récréatifs entre personnel, des séances de sport pour le personnel ou des rencontres sportives, des échanges de cadeaux pour les vœux de fin d'années, des soirées récréatives, des sorties groupe, des séances d'échanges entre organisations, des retraites pour les activistes. Ces activités, puisqu'elles sont faites en groupe et souvent à l'extérieur, posent parfois un problème de sécurité, notamment pour les personnes transgenres qui pourraient facilement se faire remarquer. La sécurité est donc un défi pour cette activité. Le lieu doit être le plus discret possible. Au Cameroun, par exemple, c'est lors d'une de ces soirées récréatives qu'une cinquantaine d'activistes avaient été arrêtés par les forces de maintien de l'ordre (Human Rights Watch, 2021). C'est l'occasion de renforcer les capacités pour la sécurité des activistes, afin que des activités faites pour leur bien-être ne se retournent pas contre elles. Par ailleurs, pour limiter des improvisations et la routine, les organisations pourraient bénéficier de ressources techniques pour enrichir ces activités récréatives. Par exemple, dans le cadre du projet PMPA, une semaine régionale autour de la santé mentale et le bien-être, L'Oasis PMPA, été organisée en janvier 2024. Celle-ci avait une liste d'activités qui ont été jugées très créatives : randonnées, jeux de société, visite de musée, le tout dans une chefferie traditionnelle offrant des attractions touristiques, mariant ainsi la culture et la nature.

D'autres organisations, elles, commencent à découvrir la thématique de la santé mentale des activistes LGBTQI, et nécessitent un accompagnement en ce sens, avec une emphase sur leurs besoins spécifiques.



Les bailleurs peuvent renforcer l'amélioration de la santé mentale des activistes LGBTQI à travers les initiatives suivantes :

- Offrir davantage de financement pour les formations des prestataires de santé mentale;
- Organiser des ateliers de santé mentale susceptibles d'être répliqués dans les organisations ;
- Inclure la santé mentale et le bien-être des activistes dans les thématiques d'appui technique proposés par les bailleurs de fond;
- Organiser des rencontres ou des conférences autour de la santé mentale et le bien-être des activistes LGBTQI ou en soutenant l'organisation de tels événements.



Recommandation 7

La contribution aux initiatives visant à la reconnaissance, la protection et l'efficacité des activistes LGBTQI

La question de la valorisation, de la reconnaissance et de la protection des activistes LGBTQI est très complexe dans un contexte souvent hostile, où ces militant.e.s sont perçus comme des agent.e.s de promotion de mœurs inacceptables dans la société notamment africaine. Dans un sens plus large, les défenseur.e.s des droits humains en Afrique ont souvent du mal à être reconnu.e.s et protégé.e.s. Pour protéger la santé mentale des activistes LGBTQI, il sera nécessaire d'adresser les facteurs sécuritaires qui impactent la santé mentale des activistes LGBTQI. Dans plusieurs pays, les activistes LGBTQI sont très menacé.e.s et discriminé.e.s. Certain.e.s sont arrêté.e.s ou contraint.e.s à l'exil. Les activistes travaillent donc dans un contexte d'insécurité.

Le statut de défenseur.e des droits humains pourrait être avantageux pour les activistes en ce qu'il pourrait conférer une certaine reconnaissance dans un métier qui pour l'instant constitue plus de risques que d'avantages. Selon notre enquête, près d'un tiers d'activistes disent avoir déjà officiellement le statut, ce qui représente une possibilité pour les autres activistes.

Plus intéressant encore, serait de savoir quels pourraient être les enjeux d'un tel statut. Beaucoup y voient la possibilité d'une reconnaissance et aussi une facilitation dans les interventions sur le terrain. En effet, avoir un statut officiel pourrait permettre de gagner en crédibilité devant les bénéficiaires. D'autre part, certaines personnes lors de l'enquête craignent que ce statut les mette plutôt en danger. Cette crainte fait écho à l'opinion d'un bailleur de fonds qui trouve qu'il s'agit là d'une épée à double tranchant.

D'autre part, les activistes LGBTQI sont massivement impliqués dans plusieurs programmes de santé, notamment le VIH et devraient pouvoir bénéficier des programmes ciblant le bien-être du personnel de santé. Certaines initiatives, tel le COPE évoqué plus haut, ont été développées dans ce sens, et 45% des activistes interrogés confirment avoir bénéficié de tels programmes.

Le droit à la santé mentale implique d'autres libertés, comme le droit de disposer de son corps, ou celui d'être protégée contre les traitements cruels, inhumains ou dégradant. En effet, la violation de ces droits peut nuire gravement à la santé mentale. Lutter pour les droits humains revient aussi à protéger la santé mentale des personnes ciblées, à commencer par les défenseurs des droits humains.



Les bailleurs de fonds peuvent contribuer à une meilleure reconnaissance et protection des activistes LGBTQI à travers ce qui suit :

- Financer le plaidoyer pour la reconnaissance officielle des activistes LGBTQI comme défenseurs des droits humains, accompagnée d'une politique de protection spécifique à ce statut;
- Soutenant le plaidoyer en faveur de la reconnaissance officielle des activistes LGBTQI en tant qu'agent de santé communautaire, à l'instar de l'initiative de Coalition Plus pour la reconnaissance des Pairs Educateurs (NOUMSI, 2024);
- Renforcer le financement des fonds d'urgence;
- Assurer un financement accru des mesures de sécurité, de mitigation et de réponse aux risques;
- Offrir un appui régulier dans l'évaluation et la gestion des risques;
- Offrir un appui technique pour le renforcement de la sécurité personnelle et organisationnelle des activistes.



Bibliographie

- Alternatives-Cameroun. (2020). Rapport de Consultation de routine du personnel.
- Amnesty International. (2020). SAUVER LE MONDE SANS S'EFFONDRE. UN FANZINE POUR LES MILITANT·E·S ET LES BÉNÉVOLES.
- ASTREA . (s.d.). Healing Justice and Holistic Security Frameworks. Récupéré sur <https://www.astraeafoundation.org/>: <https://www.astraeafoundation.org/microsites/healingjustice/02-frameworks>
- Bradley, J. (1998). Using COPE To Improve Quality of Care: The Experience of the Family Planning Association of Kenya.
- CCAP et EGIDES. (2022). ENQUETE SUR LA SITUATION ET BESOINS EN SANTE MENTALE ET BIEN-ETRE DES ACTIVISTES LGBTQ2I DANS LES CARAÏBES ET EN AFRIQUE CENTRALE ET DE L'EST ET IDENTIFICATION DES STRATEGIES DE RESILIENCE LOCALES ET REGIONALES.
- FRIDA . (s.d.). Récupéré sur <https://youngfeministfund.org/wp-content/uploads/2019/04/Happiness-Manifestx-final-single-pages-2-2.pdf>
- GPP et EGIDES. (2023). Rapport sur les Ressources Modiales. Une perspective francophone..
- Human Rights Watch. (2021). Cameroun : Vague d'arrestations et abus à l'encontre de personnes LGBT. HRW.
- Iribagiza, A. (2020). UBUZIMA Report - Assessment On The Mental Health, Wellness & Well-being of Women Human Rights Defenders & LBQ women in Rwanda.
- NOUMSI, C. (2024). Certification de la pair éducation : un pas vers la reconnaissance officielle d'un métier essentiel. Récupéré sur L'Afrique en eveil.
- OMS. (2021). Santé Mentale : Renforcer notre action. Récupéré sur <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/mental-health-strengthening-our-response>
- Plateforme UNITY. (2021). Le Cri d'une Communauté ; Rapport 2020 des violences faites aux Minorités de Sexe et de Genre au Cameroun.

